



Le village de Ta Long, qui compte plus de 600 habitants, sera noyé lors de la mise en service du barrage Upper Yeywa. Mais ses habitants refusent de partir.

La région se trouve au cœur d'une zone de conflits entre les milices ethniques et l'armée birmane. Nam Kham Sar, 27 ans, tient une photo prise le jour de son mariage avec Ar Kyit. Cet éleveur de buffles a été torturé et mort par des soldats en mai 2016. (PHOTOS AUNG NAING SOE)



Un barrage suisse sème le chaos en Birmanie

ASIE L'Upper Yeywa, un ouvrage hydroélectrique construit par le bureau d'ingénierie vaudois Stucky, va noyer un village dont les habitants n'ont nulle part où aller. Il favorise aussi les exactions de l'armée

JULIE ZAUGG, TA LONG
@Julie_zaugg

Le village de Ta Long apparaît au détour de la route en gravier qui serpente au milieu des champs de maïs et des collines de terre rouge, donnant à ce paysage un air de Toscane des tropiques. Ses petites demeures en bambou sont encaissées au fond d'un vallon. Les villageois nous attendent dans la maison en bois sur pilotis qui leur sert de monastère bouddhiste et de salle communale. Nous sommes en terre Shan, une ethnie minoritaire qui domine cette région montagneuse dans le nord-est de la Birmanie.

«Je préférerais mourir que de partir, lance en guise de préambule Pu Kyung Num, un vieil homme aux bras recouverts de tatouages à l'encre bleue. Je suis né ici et nos ancêtres occupent ces terres depuis plus d'un millénaire.» Mais Ta Long ne sera bientôt plus.

Un barrage hydroélectrique appelé Upper Yeywa est en cours de construction par un consortium comprenant des groupes chinois et le bureau d'ingénierie vaudois Stucky à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest, sur la rivière Namtu. Lors de sa mise en service, prévue pour 2021, toutes les terres situées à moins de 395 mètres d'altitude seront inondées. Ta Long, qui se trouve à 380 mètres, sera entièrement recouvert par un réservoir d'une soixantaine de kilomètres.

«La construction du barrage a débuté en 2008 mais personne ne nous a rien dit jusqu'en 2014, s'empare Nang Lao Kham, une dame vêtue d'un longyi, la pièce d'étoffe portée à la taille, à carreaux rose et bleu. Nous n'avons pas été consultés, ni même informés de son existence.» Ce n'est que six ans après le début des travaux que les villageois ont été convoqués dans la ville voisine de Kyaukse par le Ministère de l'électricité. On leur apprend alors qu'ils devront bientôt partir.

Pas de titres de propriété

En Birmanie, toutes les terres pour lesquelles il n'existe pas de titres de propriété – ainsi que les ressources naturelles qu'elles abritent – appartiennent au gouvernement central. Dans les campagnes birmanes, où la propriété est communautaire, personne ne possède ces documents. «Nous ne quitterons jamais notre village, assure Nang Lao Kham, en mâchouillant une graine de tournesol. Nous sommes de simples paysans sans

éducation. Nous ne savons rien faire d'autre que cultiver nos terres.»

Le gouvernement ne leur a pas proposé d'alternative viable. «Une brochure d'information publiée il y a quelques années parlait de les reloger à trois kilomètres du village actuel, mais ce site est déjà occupé par d'autres paysans», détaille Thum Ai, du Shan Farmer's Network, une ONG locale. Le montant de la compensation n'a jamais été articulé. Ailleurs dans le pays, les paysans chassés de leurs terres pour faire de la place à un projet d'infrastructure ont reçu entre six et douze mois de salaire. Certains rien du tout.

Ta Long compte 653 habitants et 315 hectares de terres arables. Pour atteindre leurs vergers, situés le long de la rivière Namtu, les villageois empruntent de longues pirogues en bois. «La terre est extrêmement fertile ici, grâce aux sédiments apportés par le fleuve», glisse Kham Lao en plaçant des oranges et des pomélos dans un panier en osier.

Les agrumes de Ta Long sont connus loin à la ronde. «Mes fruits me rapportent 10800 dollars par an», raconte-t-elle. Bien au-delà des maigres 3000 dollars amassés par les cultivateurs de riz des plaines centrales. «Depuis que j'ai appris l'existence du barrage, je ne dors plus la nuit, poursuit cette femme de 30 ans qui est enceinte de son troisième enfant. Comment vais-je subvenir aux besoins de mes parents et payer l'éducation de mes enfants sans mes vergers?»



La rivière Namtu puise ses origines dans les montagnes du nord de l'Etat de Shan avant de rejoindre le fleuve Irrawaddy et de se jeter dans la baie du Bengale. Outre l'Upper Yeywa, trois autres barrages sont prévus sur ce cours d'eau. Un autre, le Yeywa a été inauguré en 2010. Ces cinq barrages auront une capacité de près de 2000 mégawatts, l'équivalent de la Grande Dixence.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un plan qui a pour but de construire 50 barrages sur l'ensemble du territoire birman à l'horizon 2035. Cela fera passer les capacités hydroélectriques du pays de 3298 à 45412 mégawatts, selon un rapport de l'International Finance Corporation. Les besoins sont immenses: seulement 40% de la population est connectée au réseau électrique.

L'Etat y voit aussi une source de revenus. «Une bonne partie de l'électricité produite par ces barrages est destinée à être exportée vers les pays voisins, en premier lieu la Chine et la Thaïlande, note Mark Farmaner, le fondateur de Burma Campaign UK. Les populations locales n'en bénéficieront que très peu.» Près de 90% des 6000 mégawatts générés par le projet Myitsonne dans l'Etat voisin du Kachin, suspendu depuis 2011 en raison de l'opposition de la population, iront à la province chinoise du Yunnan.

Les plans de la Chine

L'Upper Yeywa connaîtra sans doute un sort similaire. «Le barrage est relativement proche de la frontière chinoise, note Charm Tong, de la Shan Human Rights Foundation. Y exporter son électricité représenterait un débouché naturel.» L'Etat de Shan se trouve en effet sur le tracé du corridor économique que Pékin cherche à bâtir à travers la Birmanie, entre le Yunnan et la baie du Bengale, dans le cadre de son projet «Belt & Road».

Le barrage Upper Yeywa y est affilié. Il compte deux entreprises chinoises parmi ses constructeurs, Yunnan Machinery Import & Export et Zhejiang Orient Engineering. Le suisse Stucky œuvre à leurs côtés. Fondé en 1926 par l'ingénieur Alfred Stucky, ce bureau installé à Renens est spécialisé dans la conception de barrages.

Il a notamment contribué à l'ouvrage turc Deriner, l'un des plus élevés du monde. Il a aussi pris part à des projets en Angola, en Iran, en Arabie saoudite

et en République démocratique du Congo. Depuis 2013, il appartient au groupe bâlois Gruner.

Le chantier du barrage, désormais à moitié achevé, occupe les berges escarpées de la rivière. Elles ont été drapées d'une coque de béton afin d'éviter les éboulements. De loin, on dirait que la montagne a été grossièrement taillée à la hache. L'ouvrage, qui fera entre 97 et 102 mètres, aura une capacité de 320 mégawatts.

Pour atteindre le hameau de Nawng Kwang, à une vingtaine de kilomètres au nord du barrage, il faut emprunter un chemin de terre cabossé qui traverse une forêt de teck. Cinq hommes portant des kalachnikovs barrent soudain la route. Cette région se trouve au cœur d'une zone de conflit entre milices ethniques.

Les combats opposent le Restoration Council of Shan State (RCSS), affilié à l'armée depuis la conclusion d'un cessez-le-feu, et le Shan State Progress Party (SSPP), proche de Pékin. Nos hommes font partie du RCSS. Ils fouillent la voiture, puis nous laissent passer.

Nam Kham Sar, une jeune femme de 27 ans aux joues recouvertes de thanaka, une pâte jaune que les Birmans portent pour se protéger du soleil, nous attend à Nawng Kwang. Elle a perdu son mari Ar Kyit en mai 2016. «Il a été blessé au cou par des miliciens alors qu'il ramenait ses buffles», relate-t-elle. Son frère et son cousin sont venus le chercher, mais les trois hommes ont été interceptés par des soldats de l'armée régulière.

«Ils ont dû porter l'eau et les sacs à dos des militaires durant plusieurs jours, relate-t-elle. Puis, ils ont été interrogés et torturés à mort.» Leurs corps ont été brûlés. «Mon fils avait à peine 10 mois lorsque son papa a été tué», soupire Nam Kham Sar, une larme coulant le long de sa joue.

La plupart des hameaux alentour subissent régulièrement ce genre d'assaut. En mai 2016, cinq hommes ont été tués par des soldats dans le village voisin de Wo Long. L'armée a aussi brûlé des maisons, pillé des vivres et bombardé des paysans depuis un hélicoptère. En août 2018, des villageois ont été battus et enfermés dans un enclos durant plusieurs jours sans vivres; d'autres ont servi de boucliers humains aux troupes pour repérer les mines.

Les résidents en sont convaincus: il s'agit d'opérations de nettoyage desti-

nées à vider les campagnes pour faire de la place au barrage. «Ces décès ne sont pas des accidents, assure Tun Win, un parlementaire local. L'armée cherche à intimider les paysans.» Une trentaine de militaires sont stationnés en permanence sur une colline surplombant le barrage, afin de le protéger. En mars 2018, ils ont abattu deux hommes circulant à moto.

Dans la population, la colère gronde. Plusieurs milliers de manifestants sont descendus dans la rue à plusieurs reprises à Hsipaw, la ville la plus proche du barrage. Les habitants de Ta Long ont aussi écrit une lettre à la première ministre Aung San Suu Kyi, restée sans réponse. En décembre, une délégation de villageois s'est rendue à Yangon. Ils ont délivré une lettre à sept ambassades, dont celle de Suisse, pour dénoncer le barrage.

«L'hypocrisie de la Suisse»

Contacté, l'ambassadeur helvétique Tim Enderlin affirme n'avoir jamais reçu la missive. «Cette affaire concerne une entreprise privée», dit-il, tout en précisant que l'ambassade encourage les entreprises suisses en Birmanie à adopter un comportement responsable, surtout dans les zones de conflit.

La Shan Human Rights Foundation dénonce toutefois «l'hypocrisie de la Suisse qui soutient le processus de paix en Birmanie mais dont les entreprises nouent des partenariats opportunistes avec le gouvernement pour profiter des ressources situées dans des zones de guerre».

La conseillère nationale socialiste Laurence Fehlmann Rielle, qui préside l'Association Suisse-Birmanie, rappelle que l'initiative pour des multinationales responsables, sur laquelle le Conseil national se penchera jeudi prochain, «introduirait des obligations en matière de respect des droits de l'homme pour les firmes suisses». Mardi, elle posera une question au Conseil fédéral concernant l'implication de Stucky dans le barrage Upper Yeywa.

Contactée, l'entreprise n'a pas souhaité s'exprimer. D'autres sociétés se montrent plus prudentes quant à leur image. Fin janvier, le bureau d'ingénierie allemand Lahmeyer, qui appartient au belge Engie-Tractebel, a annoncé qu'il se retirait du projet et avait «rompu le contrat» le liant au groupe vaudois. ■

MAIS ENCORE

Le barrage fera entre 97 et 102 mètres et aura une capacité de 320 mégawatts. A terme, le gouvernement prévoit d'en construire cinq sur la rivière Namtu.

Le nord de l'Etat de Shan se trouve au milieu d'une zone de conflits opposant des milices ethniques et l'armée régulière. Les résidents sont souvent visés par les combats.